

Crise économique mondiale : impacts au Nord et au Sud

Communiqués de l'ONU et du BIT

samedi 6 octobre 2012

Sommaire de cet article

- [Des experts de l'ONU appellent l'UE à chercher des solutions à la crise économique respectueuses \(...\)](#)
- [Des experts de l'ONU appellent à une taxe financière mondiale](#)
- [OIT : La protection sociale est cruciale pour sortir de la crise](#)
- [OIT : le monde est confronté au défi de créer 600 millions d'emplois](#)
- [L'ONU recommande d'améliorer la protection sociale pour sortir de la crise](#)
- [Le BIT appelle à la justice sociale lors la 100ème session de la Conférence du \(...\)](#)
- [BIT : la crise mondiale provoque de nouvelles discriminations au travail](#)

Des experts de l'ONU appellent l'UE à chercher des solutions à la crise économique respectueuses des droits de l'homme

Communiqué de l'ONU, 5 octobre 2012

Un groupe d'experts indépendants des Nations Unies a exhorté vendredi l'Union européenne (UE) à faire en sorte que les réformes économiques soient conçues de façon à respecter les obligations des États en matière de droits de l'homme, suite à la publication d'une étude de la structure du secteur bancaire de l'UE.

L'étude recommande la mise en place de mesures pour protéger les contribuables européens contre les conséquences d'éventuels futurs plans de sauvetage ou de nouveaux chocs financiers. Dans ce contexte, les experts indépendants de l'ONU ont demandé aux autorités européennes d'assurer que des fonds publics vitaux ne soient pas utilisés à l'avenir dans des tentatives de sauvetage d'entreprises financières.

« *Les États ont l'obligation de prendre des mesures aussi fermes que possibles pour assurer le respect et la protection des droits. Cela inclut d'assurer que les ressources nécessaires soient mises à disposition pour la réalisation des droits des personnes vivant dans la pauvreté* », a rappelé la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Magdalena Sepulveda, dans un communiqué de presse.

« *Pour cela, les États doivent protéger les ressources des budgets pour éviter qu'elles soient compromises par des plans de sauvetage et s'engager à créer un cadre réglementaire pour assurer que les ressources ne soient pas utilisées pour sauver des entreprises financières en déroute* », a-t-elle ajouté.

Dans la période 2008-2011, les États membres de l'UE ont, selon Mme Sepulveda, dépensé 4.500 milliards d'euros, soit 37% de la production de l'UE, pour sauver leurs institutions financières.

« *De telles dépenses imprévues ont précipité les gouvernements dans une crise des dettes souveraines et dans de nombreux cas, créé des difficultés considérables pour leurs citoyens, en particulier ceux qui vivent dans la pauvreté à cause des plans d'austérité qui ont souvent contraint ces États à ne pas respecter leur obligation de protéger les droits économiques, sociaux et culturels* », a souligné l'experte indépendante de l'ONU.

« L'établissement de mesures réglementaires pour corriger les excès du secteur financier qui ont contribué à la crise actuelle, pourrait aider les États à respecter leur obligation de protéger les droits humains de leurs populations », a indiqué de son côté l'Expert indépendant de l'ONU sur la dette extérieure et les droits de l'homme, Cephias Lumina.

« S'il est largement reconnu que la crise des dettes souveraines que traverse actuellement la zone Euro est une conséquence des plans de sauvetage énormes mis en place pour sauver les banques, d'autres acteurs du secteur financier, tels que les agences de notation, les spéculateurs financiers et les fonds spéculatifs, ont joué un rôle central dans la création de cette crise », a-t-il ajouté. « Il est important que les réformes ne se concentrent pas uniquement sur le système bancaire mais soient élargies à d'autres acteurs du secteur financier ».

Le Rapporteur spécial pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable, Alfred de Zayas, a lui aussi exprimé sa préoccupation face à la tendance des pays de l'UE à ne pas s'attaquer aux causes profondes de la crise et à se contenter d'introduire des mesures d'austérité nuisibles au bien-être de la population.

« Il existe des solutions parfaitement réalistes à la crise financière, à commencer par la réduction des budgets et des dépenses militaires », a-t-il proposé.

Des experts de l'ONU appellent à une taxe financière mondiale

Communiqué de l'ONU, 14 mai 2012

Un groupe d'experts indépendants des Nations Unies a appelé lundi l'Union européenne (UE) à prendre la tête des efforts pour promouvoir l'adoption d'une taxe sur les transactions financières mondiales qui compenserait les coûts de la crise économique actuelle et protégerait les droits humains fondamentaux.

« Là où la crise financière mondiale a entraîné la perte de millions d'emplois, le transfert du poids de la dette privée vers les contribuables et des risques de régression en matière de droits de l'homme en raison des programmes d'austérité, une taxe sur les transactions financières (TTF) est un outil pragmatique pour fournir les moyens aux gouvernements de protéger et réaliser les droits de l'homme de leur peuple », a déclaré la Rapporteuse spéciale sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Magdalena Sepulveda.

Selon un communiqué de presse du Haut commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), on estime que cette taxe sur les transactions financières rapporterait entre 48 milliards et 250 milliards de dollars par an, permettant de compenser les coûts des crises économique, financière, énergétique, climatique et alimentaire qui perdurent.

L'appel de ces experts de l'ONU intervient à la veille d'un Sommet du G8 (pays les plus industrialisés), qui aura lieu à Camp David, aux Etats-Unis.

« Les pays de l'UE doivent maintenant faire preuve d'un leadership audacieux pour ouvrir la voie à ce qui devrait éventuellement être une TTF mondiale, » ont déclaré les experts de l'ONU, se félicitant des dernières propositions de l'UE pour mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières dans la zone euro.

Un pays comme la République de Corée a mis en place une taxe similaire dans des conditions non discriminatoires. Selon les experts, la TTF permettrait également de stabiliser les marchés financiers en décourageant la spéculation et en atténuant le type de volatilité qui a conduit aux crises financière et alimentaire de 2008.

« Les prix alimentaires ont grimpé dangereusement à deux reprises au cours des cinq dernières années, et cela pourrait facilement se reproduire », a souligné le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter. « La TTF permettrait de réduire les flux de capitaux qui alimentent la spéculation,

entraînent une instabilité des prix et causent des ravages au droit à l'alimentation dans le monde entier. »

« Une TTF mondiale n'est pas une panacée, mais elle aiderait à soulager la charge de la dette souveraine découlant de la crise financière, à transférer le fardeau des citoyens ordinaires au secteur privé qui a causé la crise, et à élargir de manière significative la marge de manœuvre fiscale des gouvernements pour procéder aux dépenses absolument nécessaires en matière économique et sociale », a déclaré le Rapporteur spécial sur la dette extérieure et les droits de l'homme, Cephias Lumina.

La TTF fournira aux gouvernements une occasion d'aller au-delà de la simple rhétorique en matière de développement durable, a estimé pour sa part la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan.

« Quand le secteur financier ne parvient pas à payer sa part, le reste de la société est obligé de payer la note, » a souligné Mme Sepúlveda. « Il est grand temps que les gouvernements réexaminent le rôle de redistribution de la fiscalité afin de s'assurer que les individus les plus aisés et le secteur financier contribuent de manière juste au fardeau fiscal. »

OIT : La protection sociale est cruciale pour sortir de la crise

Communiqué de l'OIT, 9 mai 2012

Le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Juan Somavia, a rappelé mercredi que la protection sociale est un outil crucial pour sortir de la crise, en soulignant les coûts sociaux « énormes » des plans d'austérité adoptés à la hâte.

« En tant qu'instrument de crise, la protection sociale est un outil crucial puisqu'elle permet d'augmenter la demande économique. Les mesures de protection sociale sont également essentielles pour combattre la pauvreté, alors que 75 à 80% de la population mondiale n'ont aucune protection sociale », a déclaré M. Somavia lors d'une réunion à Genève.

Le Directeur général de l'OIT a souligné que l'impact des mesures de protection sociale est immédiat dans la vie des gens, contrairement aux allègements d'impôt qui bénéficient surtout aux personnes plus aisées et qui ne relancent pas la demande.

M. Somavia a fait part de sa préoccupation concernant les inégalités croissantes et il a appelé à un dialogue social renforcé qui permettrait de rétablir un équilibre.

« La crise mondiale est entrée dans une nouvelle phase. Sous la pression des marchés financiers, certains gouvernements ont été obligés d'adopter des mesures d'austérité dans la hâte, sans consultations et avec un coût social considérable. Nous avons déjà vu des conséquences négatives en termes de grèves, de mouvements sociaux, de protestations et de climats sociaux détériorés », a indiqué M. Somavia.

Il est attendu qu'une recommandation sur les socles de protection sociale à l'échelle nationale sera adoptée lors de la Conférence internationale sur le travail qui aura bientôt lieu à Genève et qui servira de guide pour les Etats membres.

« Si elle est adoptée lors de notre conférence, la recommandation sur les socles de protection sociale sera utile pour traduire ce concept en réalité, en établissant un cadre commun pour des applications nationales différentes », a souligné M. Somavia.

OIT : le monde est confronté au défi de créer 600 millions d'emplois

Communiqué de l'OIT, 23 janvier 2012

Le monde est confronté au « défi pressant » de créer 600 millions d'emplois productifs au cours des dix prochaines années en vue de générer une croissance durable et de préserver la cohésion sociale, selon le rapport annuel de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur l'emploi mondial.

« Après trois années de crise chronique sur les marchés mondiaux du travail et dans le contexte d'une nouvelle détérioration de l'activité économique, le chômage accumulé touche actuellement 200 millions de personnes à l'échelle mondiale », constate l'OIT dans ce rapport intitulé « Tendances mondiales de l'emploi 2012 : Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi ».

En outre, le rapport affirme que plus de 400 millions de nouveaux emplois seront nécessaires au cours des dix prochaines années pour absorber l'accroissement annuel de la main-d'œuvre estimé à 40 millions par an.

Le rapport indique également que le monde est confronté à un défi supplémentaire, celui de créer des emplois décents pour quelque 900 millions de travailleurs qui vivent avec leur famille au-dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, essentiellement dans les pays en développement.

« Malgré les efforts acharnés des gouvernements, la crise de l'emploi ne connaît pas de répit : un travailleur sur trois dans le monde - environ 1,1 milliard de personnes - est chômeur ou vit sous le seuil de pauvreté », déplore le Directeur général du Bureau international du Travail (BIT), Juan Somavia. « Ce qu'il faut, c'est que la création d'emplois dans l'économie réelle devienne notre priorité numéro un. »

Le rapport constate que la reprise qui avait démarré en 2009 a fait long feu et qu'il reste toujours 27 millions de chômeurs de plus qu'au début de la crise. Le fait que les économies ne génèrent pas suffisamment d'emplois se répercute sur le ratio emploi-population (la proportion de la population en âge de travailler qui occupe effectivement un emploi) qui a subi le plus fort déclin jamais enregistré entre 2007 (61,2%) et 2010 (60,2%).

Dans le même temps, la main-d'œuvre compte presque 29 millions de personnes de moins que ce à quoi l'on pouvait s'attendre en se basant sur les tendances d'avant la crise. Si l'on comptabilisait les travailleurs découragés parmi les chômeurs, le chômage mondial ferait un bond, passant du chiffre actuel de 197 millions à 225 millions, et le taux de chômage augmenterait de 6 à 6,9%.

Le rapport décrit trois scénarios pour l'évolution de la situation de l'emploi. La projection de base montre un surcroît de 3 millions de chômeurs pour 2012, et une hausse jusqu'à 206 millions d'ici à 2016. Si le taux de croissance mondial tombe au-dessous de 2%, alors le chômage s'élèvera à 204 millions dès 2012. Dans un scénario moins sombre, qui suppose que soit rapidement résolue la crise de la dette dans la zone euro, le chômage mondial baisserait d'environ 1 million en 2012.

Les jeunes continuent de figurer parmi les personnes les plus durement touchées par la crise de l'emploi. A l'aune de la situation actuelle, le rapport précise qu'il y a peu d'espoir de voir leurs perspectives d'emploi s'améliorer de manière substantielle à court terme.

Le rapport « Tendances mondiales de l'emploi 2012 » affirme que 74,8 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient sans emploi en 2011, soit une hausse de plus de 4 millions depuis 2007. Il ajoute qu'à l'échelle mondiale les jeunes ont un risque presque trois fois plus élevé que les adultes d'être au chômage. Le taux mondial du chômage des jeunes, qui atteint 12,7%, demeure un point de pourcentage au-dessus du niveau d'avant la crise.

Le rapport plaide en faveur de mesures ciblées pour soutenir la croissance de l'emploi dans l'économie réelle, et avertit qu'à elles seules des mesures d'aide publique supplémentaires ne sauraient forger une reprise durable.

« Les responsables politiques doivent agir de manière déterminée et coordonnée pour réduire les craintes et les doutes qui freinent les investissements privés afin que le secteur privé puisse relancer le principal moteur de la création mondiale d'emplois », poursuit le rapport.

Le rapport avertit aussi qu'en période d'essoufflement de la demande une nouvelle relance est utile ; elle peut être conduite sans que cela mette en péril la stabilité des finances publiques. Il appelle enfin à ce que les efforts en matière d'assainissement budgétaire se fassent de manière socialement responsable, avec comme objectifs principaux les perspectives de croissance et d'emploi.

L'ONU recommande d'améliorer la protection sociale pour sortir de la crise

Communiqué de l'ONU, 22 juin 2011

Alors que de nombreux pays sont en train d'appliquer des mesures d'austérité économique, un nouveau rapport du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU recommande aux Etats d'augmenter les mesures de protection sociale afin de casser le cycle de pauvreté et créer des emplois permettant d'accélérer la reprise économique et la sortie de crise.

« *La crise économique nous rappelle qu'il est essentiel pour la population d'être en bonne santé, bien nourrie, éduquée et adéquatement logée afin d'être plus productive et mieux contribuer à la société* », a souligné le Sous Secrétaire général pour le développement économique, Jomo Kwame Sundaram.

Le document, publié mercredi par le DESA et intitulé « *Rapport sur la situation sociale mondiale 2011 : la crise sociale globale* », révèle que de nombreux gouvernements n'ont pas suffisamment prêté attention aux implications sociales de la crise économique mondiale. Les auteurs de l'étude estiment que les politiques économiques appliquées ont des impacts négatifs sur les populations spécifiquement en matière de nutrition, de santé et d'éducation.

L'une des principales inquiétudes exprimées par les experts de DESA sont les conséquences néfastes des politiques économiques sur la santé et l'éducation des populations les plus vulnérables. Les niveaux de pauvreté, de sous-alimentation et de chômage risquent de continuer d'augmenter et d'affecter des milliards de personnes dans les années à venir si ces politiques continuent d'être mises en œuvre.

« *La déconnexion entre les politiques économiques et leurs conséquences sociales peuvent créer un cercle vicieux et un ralentissement du développement et du progrès social* », a souligné Jomo Kwame Sundaram.

Les mesures d'austérité mises en place dans certaines économies développées en réponse à la hausse des dettes des Etats ralentissent la reprise économique et la sortie de crise, indique le rapport.

Les experts de DESA considèrent le défi de l'emploi comme la clé de la reprise économique. Le nombre de sans-emplois a augmenté de 28 millions de personnes depuis le début de la crise. Les gouvernements qui persistent dans les coupes budgétaires des services sociaux augmentent les risques de crise économique au moment où les populations ont le plus besoin de protection et d'emplois, prévient le rapport.

Enfin, le rapport souligne que les conséquences sociales ont été plus sévères dans les pays où les systèmes de protections sociales sont les plus faibles. Les experts indiquent que les mesures de protection sociale vont accélérer le rétablissement des économies et casser le cycle de pauvreté et réduire les inégalités.

- [Télécharger le rapport complet](#) (en anglais, pdf 1 Mo 129 pages)

Le BIT appelle à la justice sociale lors la 100ème session de la Conférence du travail

Communiqué de l'ONU, 1er juin 2011

La 100ème session de la Conférence internationale du travail s'est ouverte mercredi à Genève, en Suisse, par un appel du Directeur général du Bureau international du travail (BIT), Juan Somavia, en faveur d'une

nouvelle ère de justice sociale et de croissance économique basées sur le développement durable afin de répondre à la « *tourmente grandissante* » dans le monde du travail.

« *Notre monde du travail est en plein émoi* », a déclaré M. Somavia devant les quelques 3000 délégués internationaux réunis pour cette Conférence. « *Il est urgent de s'engager en faveur d'une nouvelle ère de justice sociale, d'une croissance allant de pair avec une justice sociale fondée sur le développement durable.* »

Juan Somavia a indiqué que le monde du travail devait faire face à de multiples crises, y compris à un niveau élevé inacceptable du chômage chez les jeunes, à des niveaux stagnants d'investissements mondiaux dans l'économie réelle, à la marginalisation des petites entreprises créatrices d'emploi, ainsi qu'à des « *niveaux indécents* » de revenus et de concentration des richesses.

Il s'est adressé aux participants en soulignant qu'il dépendait « *de la grande famille de l'Organisation internationale du travail (OIT), que cette nouvelle ère de justice sociale demeure à jamais une vision idéaliste de l'avenir ou qu'elle devienne une réalité au quotidien qui s'enracinera au cœur de nos sociétés* ».

Notant le danger d'une certaine complaisance à l'égard d'une reprise économique encore fragile, il a mis en garde contre la possibilité de voir « *se consolider des schémas de croissance inefficaces et une mondialisation aux règles inégales qui ont été à l'origine de la crise* ».

Le directeur du BIT a mentionné la colère de nombreuses personnes dans le monde face à ce qui semble être des conceptions communes : des institutions financières considérées comme « *trop importantes pour s'effondrer* » alors que « *beaucoup de gens ne sont pas assez importants pour qu'on en tienne compte* ».

Le résultat étant, selon Juan Somavia, que « *de la place Tahrir à la Puerta del Sol, dans les rues et sur les places de nombreux pays, nous assistons à la naissance d'un mouvement social et populaire conduit par la jeunesse qui pourrait changer le monde* » et qu'il faut écouter.

Il a encore indiqué que les politiques suivies par l'OIT « *contribuaient à réduire la tension dans le monde, à une meilleure équité et à une sécurité renforcée* ». Selon lui, « *avec nos valeurs et nos politiques, nous sommes du bon côté de l'Histoire* ».

La nouvelle ère de justice sociale doit selon lui constituer en un plan de croissance différent que l'actuel, avec d'autres objectifs économiques, « *des objectifs qui incluent la liberté, la dignité, la sécurité et l'égalité ; des objectifs de production qui allient la force des marchés, la responsabilité des entreprises, le savoir-faire des travailleurs, la puissance du dialogue social, des règles et des incitations en matière de politiques publiques afin de soutenir une croissance efficace incluant la justice sociale* ».

Quatre mots résument selon M. Somavia les besoins actuels : « *leadership, connaissance, dialogue et coopération* ». Il a conclu en appelant les Etats membres de l'OIT à montrer « *qu'il existe au moins un endroit dans le système multilatéral qui est à l'écoute de la souffrance des populations et cet endroit, c'est l'OIT* ».

BIT : la crise mondiale provoque de nouvelles discriminations au travail

Communiqué de l'ONU, 16 mai 2011

Dans son nouveau rapport global sur l'égalité au travail, le Bureau international du Travail (BIT) indique qu'en dépit des progrès continus sur l'application de législation antidiscriminatoire, la crise économique mondiale actuelle a augmenté les risques de discrimination à l'encontre de certaines catégories de personnes, notamment la main-d'œuvre immigrée.

« Les périodes de difficultés économiques constituent un terrain propice à l'éclosion de discriminations au

travail et, plus généralement, au sein même de la société. On le constate avec la montée des solutions populistes », a déclaré le Directeur général du BIT, Juan Somavia, dans un communiqué à l'occasion de la publication du rapport. Il estime que « cela pourrait mettre en péril les acquis difficilement obtenus sur plusieurs décennies ».

Le rapport, intitulé « L'égalité au travail : un objectif qui reste à atteindre », cite les organismes de promotion de l'égalité qui reçoivent un nombre croissant de plaintes, « témoignant que la discrimination au travail s'est diversifiée et que la discrimination devient la règle plutôt que l'exception », indiquent les experts du BIT dans leur rapport.

« Les mesures d'austérité et les coupes budgétaires dans les administrations du travail et les services d'inspection et dans les fonds mis à la disposition des organismes spécialisés dans la non-discrimination et l'égalité pourraient gravement compromettre l'aptitude des institutions existantes à empêcher la crise économique de générer davantage de discriminations et d'inégalités », précise le rapport.

Selon le BIT, le manque de données fiables dans ce contexte rend difficile l'évaluation de l'impact exact de ces mesures.

L'agence onusienne appelle donc les gouvernements à mettre en place des ressources humaines, techniques et financières pour améliorer le recueil de données sur les discriminations au niveau national notamment dans quatre domaines prioritaires : la promotion de la ratification universelle et l'application des deux conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur l'égalité et la non-discrimination ; le développement et le partage des connaissances sur l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession ; l'amélioration de la capacité institutionnelle des mandants de l'OIT pour mettre en œuvre plus efficacement le droit fondamental à la non-discrimination au travail ; et le renforcement des partenariats internationaux sur l'égalité avec les principaux acteurs.

« Le droit fondamental de tous les hommes et toutes les femmes à la non-discrimination dans l'emploi et la profession fait partie intégrante d'une politique de travail décent visant à créer une croissance économique durable et équilibrée ainsi que des sociétés plus justes », affirme M. Somavia.

« Ce qu'il faut, c'est combiner une politique de croissance économique avec une politique pour l'emploi, la protection sociale et les droits au travail, qui permettent aux gouvernements, aux partenaires sociaux et à la société civile de travailler ensemble, y compris en changeant les comportements grâce à l'éducation », a-t-il ajouté.

P.-S.

A consulter sur le site d'Adéquations :

- [Les Objectifs du Millénaire pour le développement](#)
- Rubrique [Economie](#)